



DIMANCHE

LE FAIT | DU JOUR

ENTRETIEN

BLANQUER

« EN JUIN, LOGIQUEMENT, LE BAC SE TIENDRA DANS DES CONDITIONS NORMALES »

Flambée de l'épidémie, harcèlement scolaire, rixes entre bandes, islamo-gauchisme... Le ministre de l'Education nationale avance ses propositions sur les dossiers chauds du moment.

PROPOS RECUEILLIS PAR
OLIVIER BEAUMONT,
THOMAS POUPEAU
ET PAULINE THÉVENIAZ

« VOUS VOULEZ UN RÉGLISSE ? C'est mon arme antidéprime », propose, avec un air débonnaire, Jean-Michel Blanquer. Au moment où la menace d'un reconfinement plane à nouveau, le ministre de l'Education nationale ne veut surtout pas s'avouer vaincu. Son totem ? Que les écoles restent ouvertes, coûte que coûte, après avoir été marquées au fer-blanc par le scénario du printemps dernier. Car, en pleine actualité de violences entre bandes et de cyberharcèlement chez les jeunes, Jean-Michel Blanquer sait à quel point la fermeture des écoles peut être un facteur aggravant. Alors il croise les doigts, tente de rester zen et promet des annonces fortes dans les prochains jours. Par ailleurs inquiet face à la montée du RN qui surfe sur ces peurs, le ministre refuse pour autant d'être le commentateur d'un scénario où Marine Le Pen serait élue en 2022. Mais il promet d'être actif dans la campagne de Macron et caresse, pourquoi pas, l'idée de se lancer lui aus-

si dans un combat électoral. Peut-être aux législatives.

JEAN-MICHEL BLANQUER
Il y a un an, Emmanuel Macron annonçait la fermeture des écoles. Ce scénario peut-il se reproduire aujourd'hui, notamment en Ile-de-France ? L'école est la dernière chose à fermer, car c'est l'institution la plus précieuse au cœur de la société. Donc, on ne peut fermer l'école que lorsque l'on a essayé tout le reste et que ce n'est pas suffisant.

Mais le président l'a fait à l'époque. Vous aviez même dit que vous étiez contre, avant qu'il ne vous contredise...
Lorsque nous avons dû fermer les écoles, le 12 mars, il y a un an, nous étions dans un moment totalement inédit d'un point de vue historique. Il fallait arrêter l'épidémie en urgence et le président a suivi l'avis du conseil scientifique, institué ce jour-là. Ce qui compte, c'est que, pendant un an, nous avons su traverser collectivement le défi le plus grand jamais posé à l'école. Cette crise a même conduit à un renouveau de l'alliance de la France avec son école.

Certains épidémiologistes disent qu'il faudrait fermer les cantines. Vous réservez-vous cette possibilité ?
Par définition, tout est sur la table. On peut imaginer de fermer les cantines, qui sont effectivement le maillon faible dans la journée de l'élève, sans pour autant fermer les écoles. Néanmoins, on a jus-

qu'à présent considéré qu'il était nécessaire de les maintenir ouvertes car c'est un enjeu social et de santé. Pour beaucoup d'enfants, c'est le seul moyen de faire un repas équilibré dans la journée.

En janvier, vous aviez annoncé la vaccination des profs pour mars. Elle n'a pas eu lieu. C'est pour quand ?
J'ai dit que ce serait souhaitable. Notre doctrine sanitaire est d'aller des plus vulnérables vers les moins vulnérables. Si on devait entrer dans une logique de profession avec des vaccins qui arriveraient en grand nombre en avril, je ferai alors tout pour que les professeurs fassent partie des premiers concernés.

Le harcèlement scolaire tue toujours, avec le récent drame

de la mort d'Alisha. Les dispositifs en place ne marchent pas, ou pas assez. Que faire de plus ?
Le harcèlement scolaire est un fléau mondial. Des outils

existent, comme la mise en place d'ambassadeurs dans chaque établissement, des numéros verts, etc. Cette stratégie rencontre de premiers résultats : en 2018, on est ainsi passé à 5 % d'élèves se déclarant victimes, contre 11 % quatre ans auparavant. Mais cela reste trop. Et le grand problème aujourd'hui, c'est le cyberharcèlement, qui a augmenté à la faveur du confinement.

Et que comptez-vous faire ?
Nous devons renforcer nos partenariats avec les réseaux sociaux, pour mieux repérer et supprimer plus vite les contenus haineux. A l'école, ce cyberharcèlement doit être sanctionné plus sévèrement. Il y a d'ailleurs de plus en plus de conseils de discipline liés à ce type d'affaires.

Au-delà de la prévention, ne faut-il pas quelque chose de plus radical ?





Sur ce dossier, qui est en haut de la pile, il n'est pas interdit d'interdire. L'interdiction du téléphone portable au collège a produit des effets très concrets et très positifs. La fréquentation des réseaux sociaux est théoriquement interdite avant 13 ans. Je proposerai de nouvelles initiatives en termes d'usages et d'âge prochainement.

Le nombre de rixes entre bandes rivales a augmenté de 25 % en 2020. Comment enrayer cet autre fléau ?

Ce qui s'est passé est très grave. Et cette violence que l'on voit chez les plus jeunes serait d'ailleurs pire si les écoles avaient été fermées. On sait que le confinement crée des difficultés. C'est pour cela que l'on se bat pour garder les établissements scolaires ouverts.

Mais que faire ?

Dès que les conditions sanitaires le permettent, nous rouvrirons en premier les infrastructures sportives pour les mineurs. Nous allons aussi généraliser à l'ensemble du territoire les alliances éducatives, concept expérimenté au sein des cités éducatives dans les territoires défavorisés, et les territoires éducatifs ruraux en zone rurale. Ils consistent à mettre autour de la table parents, école, police, justice, associations et communes. Et on leur donne des moyens pour agir envers les enfants, comme avec le plan Mercredi.

Et quoi d'autre ?

Par exemple, un club de taekwondo de Montpellier est devenu un acteur socio-éducatif majeur, car il propose de l'aide aux devoirs, des activités de vacances, etc. Avec la ministre des Sports, Roxana Maracineanu, nous venons de confier à son responsable une mission pour généraliser cela dans toute la France. Nous allons aussi développer encore plus les vacances apprenantes, avec, par exemple, des voyages à vélo à la découverte du patrimoine. C'est l'esprit colo régénéré !

Quel rapport avec les bandes ?

Il doit y avoir une dimension préventive et une dimension répressive. Par ailleurs, nous

travaillons à repérer ces bandes, dont 80 % sont concentrées en Ile-de-France. Ce phénomène se travaille très jeune : si depuis l'âge de 10 ans vous êtes habitué à passer vos vacances avec le quartier d'en face, qui traditionnellement est rival, vous vous habituez à une logique de fraternité.

Et sur le volet répressif, vous faites quoi ?

Avec Gérard Darmanin et Eric Dupond-Moretti, nous menons une action conjointe pour combattre le phénomène aux abords des établissements. Cela va se traduire par des actions résolues pour mettre fin à la violence et aux trafics autour des collèges et lycées, notamment en matière de stupéfiants.

Des professeurs sont accusés d'islamophobie, comme à l'IEP de Grenoble... Quel regard portez-vous sur cette affaire ?

J'ai condamné avec fermeté ces logiques de fatwa. Toutes les idéologies, qui définissent des personnes par rapport à leurs appartenances, qu'elles soient raciales ou religieuses, avant de considérer leur appartenance à la République, mènent à des logiques de fragmentation. Ce n'est pas la société dont on a envie.

Vous faites référence à l'islamo-gauchisme, que vous avez récemment dénoncé ?

Oui, mais pas seulement. J'ai dénoncé cela l'an dernier. Il y a aussi d'autres courants dans les sciences sociales qui ont beaucoup de mal à laisser vivre tous les courants de pensée. J'appelle cela du « mac-carthysme inversé », qui consiste à exclure celui qui ne pense pas comme vous.

Concernant le bac, les épreuves d'enseignements de spécialités ont été supprimées au profit du contrôle continu. Beaucoup de lycéens craignent que leur diplôme ne soit dévalué cette année...

Il y a des vertus au contrôle terminal qui solennise une évaluation, et des vertus au contrôle continu qui valorise l'effort permanent. Et c'est le sens de la réforme du bac que d'avoir l'un et l'autre. Le remplacement des épreuves de mars au profit du contrôle

continu, c'est une décision que j'ai dû prendre en janvier compte tenu des conditions sanitaires. Comme cela, tout le travail jusqu'à juin sera pris en compte dans leur note du bac.

Mais pouvez-vous nous assurer qu'en cas de flambée épidémique les épreuves laissées en présentiel le resteront ?

La situation sanitaire devrait être normalement plus dé-tendue en juin. Donc, logiquement, le bac de français pour les élèves de 1^{re}, les épreuves de philosophie et le nouveau grand oral se tiendront dans les conditions normales du contrôle terminal.

Les sondages donnent Emmanuel Macron et Marine Le Pen au coude-à-coude en 2022. Cela vous inquiète ?

Les sondages ne doivent pas être notre guide dans la vie ; sinon, nous passerions notre temps à godailler. Mais il est évident que l'on doit être attentifs. C'est un sujet de vigilance qui doit cependant nous amener à être fidèles à nous-mêmes. Pour moi, l'antidote à l'extrême droite, comme à l'extrême gauche, c'est le projet républicain.

En cas de risque RN aux régionales, prônez-vous le retrait des listes LREM au profit d'un front républicain ?

Oui. Il faut toujours un front républicain face aux extrêmes. Quitte à se retirer et n'avoir aucun élu. En ce moment, il y a beaucoup de gens qui jouent avec les hypothèses d'une extrême droite ou d'une extrême gauche au pouvoir. J'observe une espèce d'excitation devant le pire. Moi, je ne compte pas du tout jouer à cela.

Stanislas Guerini, Christophe Castaner, Marlène Schiappa disent qu'ils voteraient

Jean-Luc Mélenchon face à Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Et vous ? Ces sujets de politique-fiction ne servent à rien. Ce qu'il faut, c'est avoir un vrai projet. Je suis fidèle à l'esprit de la campagne de 2017 : constructif, bienveillant, dépassant les vagues.

Regrettez-vous de n'avoir pas été candidat

en Ile-de-France ?

Cela m'est apparu infaisable compte tenu de mes obligations ministérielles et de l'importance de la crise sanitaire. Je suis concentré sur le maintien des écoles ouvertes et sur les réformes pour hausser le niveau de nos élèves. Alors, je ne le regrette pas. Le temps viendra de se présenter à une élection. Mais plus tard.

Aux législatives, par exemple ?

Pourquoi pas. Mais ce n'est pas d'actualité. L'urgence, c'est de surmonter la crise.

Les profs veulent être vaccinés

Comme la majorité de ses collègues, Coralie, professeure des écoles en Seine-Saint-Denis, espère toujours être vaccinée « très rapidement ». A 36 ans, et sans aucune comorbidité, il lui faudra pourtant patienter. La priorité accordée aux 900 000 profs, telle que souhaitée par Jean-Michel Blanquer, est pour l'instant passée à la trappe.

La semaine dernière, Olivier Véran, le ministre de la Santé, a confirmé que les seules professions prioritaires seraient les soignants et les pompiers. Même en maternelle où le masque n'est pas obligatoire, les métiers de l'enseignement n'entrent pas dans ce cadre. Deux facteurs justifient, selon l'épidémiologiste Pascal Crépey, la « priorisation » : « le risque de faire des formes graves de Covid-19 et le risque d'exposition ». Or, dit-il, les profs « ne sont pas en contact direct avec des personnes affectées ». « A 28 dans une classe, quand parfois l'aération n'est pas possible, et avec le brassage notamment à l'heure de la cantine... il est incompréhensible qu'on ne pointe pas les profs comme une profession exposée ! » rétorque Guislaine David, déléguée nationale du Snuipp-FSU, principal syndicat chez les professeurs des écoles.

THOMAS POUPEAU





Tout est sur la table. On peut imaginer de fermer les cantines, qui sont effectivement le maillon faible dans la journée de l'élève, sans pour autant fermer les écoles.



Il faut toujours un front républicain face aux extrêmes. Quitte à se retirer et n'avoir aucun élu.



LP PHILPELAVIELLE

Inquiet du développement de la violence chez les plus jeunes, le ministre prévoit de renforcer les moyens de lutte contre le cyberharcèlement.



Face à la polémique sur l'islamo-gauchisme, le ministre dénonce des logiques de fatwa qui mènent à des fragmentations de la République.



Paris (VI^e), vendredi. Face à la crise et à la flambée de violence entre jeunes, Jean-Michel Blanquer défend plus que jamais le maintien des écoles ouvertes.

